

# Perspectives

MONDIALES



Gestion  
de patrimoine

## Article de fond mensuel

Mars 2024



### Une vague d'élections aux quatre coins de la planète

L'année 2024 représente un cas rare d'alignement des planètes : près de la moitié de la population mondiale se rendra aux urnes. Même si ce sont surtout les élections aux États-Unis qui retiendront l'attention, nous examinerons plus particulièrement les élections qui auront lieu ailleurs et expliquerons pourquoi elles sont importantes pour les investisseurs.

Frédérique Carrier

Voir les déclarations importantes et obligatoires sur les analystes qui ne sont pas américains à la [page 11](#).

Toutes les valeurs sont en dollars américains et établies au 29 février 2024, à la clôture du marché (sauf indication contraire).  
Produit le 1<sup>er</sup> mars 2024 à 16 h 27 (HE); diffusé le 6 mars 2024 à 11 h 30 (HE)

**Les produits de placement et d'assurance offerts par l'intermédiaire de RBC Gestion de patrimoine ne sont pas assurés par la FDIC ou un autre organisme du gouvernement fédéral; ils ne constituent pas un dépôt ni ne confèrent quelque autre obligation à une banque ou l'une ou l'autre de ses filiales, et ils ne sont pas garantis par une banque ou l'une ou l'autre de ses filiales. Ils comportent des risques d'investissement, y compris la possibilité de perdre le capital investi.**

## Article de fond MENSUEL



**Frédérique Carrier**  
Londres, Royaume-Uni  
frederique.carrier@rbc.com

# Une vague d'élections aux quatre coins de la planète

L'année 2024 représente un cas rare d'alignement planétaire, soit le plus important cycle électoral de l'histoire. Plus de 75 pays comptant 4,2 milliards d'habitants, soit près de la moitié de la population mondiale, se rendront aux urnes cette année.

Même si les élections aux États-Unis retiendront certainement l'attention, cet article est consacré aux élections à l'extérieur des États-Unis et explique pourquoi elles sont importantes pour les investisseurs. Nous évaluons les facteurs qui, par le passé, ont fait en sorte que les résultats électoraux sont d'une importance capitale pour les économies et les marchés financiers, et nous ciblons plusieurs élections cruciales qui pourraient avoir une incidence sur les portefeuilles de placement.

### Points clés

- Dans le passé, les élections qui ont eu une incidence importante sur l'économie et les marchés financiers d'un pays ont été celles au cours desquelles le gouvernement élu a mis en œuvre un vaste programme de réformes structurelles, modifié ses politiques budgétaires ou monétaires ou restructuré ses relations internationales.
- Dans les marchés émergents, nous croyons que les résultats des élections de cette année influenceront de façon importante sur les réformes en cours et la stabilité économique. Pour certains, le déroulement des élections pourrait accélérer l'éclatement de l'ordre mondial d'après la Guerre froide.
- Dans les marchés développés, à ce stade-ci, un gouvernement centriste semble susceptible, selon nous, de remporter les prochaines élections générales au Royaume-Uni, tandis que le vote pour le Parlement européen pourrait donner aux nationalistes populistes une voix plus forte, menaçant davantage la cohésion de l'Union européenne.

### Les élections changent-elles la donne?

De temps à autre, les élections provoquent des contrecoups profonds à long terme sur les économies et les marchés financiers. En particulier, celles où un gouvernement élu a promis de vastes changements économiques. En voici des exemples :

- L'élection en 1979 de la première ministre du Royaume-Uni, Margaret Thatcher, a entraîné la privatisation de sociétés d'État, la déréglementation du système financier et la réforme du marché du travail, ce qui a d'abord aggravé le long ralentissement économique du pays, mais a ultimement transformé sa structure économique.
- L'élection de 1994 au Brésil a entraîné une transformation de l'orthodoxie de la politique monétaire de sa banque centrale, ce qui a aidé à contenir l'hyperinflation qui accablait le pays depuis des années.

L'amélioration subséquente des deux économies a ouvert la voie à des séquences haussières durables de leurs marchés boursiers respectifs.

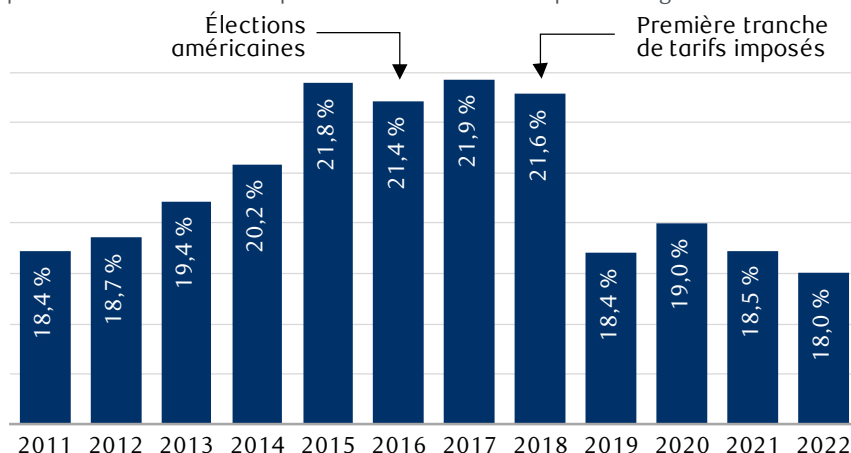
## UNE VAGUE D'ÉLECTIONS AUX QUATRE COINS DE LA PLANÈTE

Nous avons également vu comment les élections ont bouleversé les relations internationales, qu'il s'agisse de politique étrangère ou de commerce. En voici des exemples :

- Après l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016, son administration a imposé une série de tarifs douaniers à compter de 2018, ce qui a déclenché une guerre commerciale avec la Chine et contribué à la [rupture de l'ordre mondial d'après la Guerre froide](#). Un contexte géopolitique glacial, entre autres facteurs, pourrait avoir contribué à la contre-performance des actions chinoises par rapport aux actions américaines depuis.

### Après l'imposition de tarifs douaniers, la contribution des importations en provenance de Chine a diminué

Importations américaines en provenance de la Chine en pourcentage du total



Source : Banque mondiale.

Toutefois, les promesses électorales de changement ne signifient pas que le résultat des élections sera suffisamment important pour modifier fondamentalement l'économie et les marchés. Les gouvernements ont généralement besoin de la capacité de mettre en œuvre ces changements au moyen d'une majorité législative. Il est beaucoup plus facile d'y arriver dans des pays qui ne comptent que deux grands partis politiques, comme les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Inde.

Les pays où plusieurs partis se disputent l'électorat finissent souvent par former des gouvernements de coalition, ce qui est la norme dans de nombreux pays européens. Pour mettre en œuvre les changements avec succès et efficacité, il est préférable que la coalition partage des idéologies politiques communes. Les coalitions qui ont des points de vue divergents ou qui sont formées principalement pour renverser le parti au pouvoir ont tendance à être instables et ont de piètres feuilles de route en matière de changements importants.

En l'absence de moyens pour apporter des changements, les propositions grandioses peuvent être diluées ou ne jamais devenir réalité.

- Javier Milei, le soi-disant « capitaliste anarchiste » élu président de l'Argentine en novembre 2023, en est un bon exemple. Il a promis des mesures économiques draconiennes, notamment la réduction de 15 % des dépenses publiques, l'abolition de la banque centrale du pays et l'adoption du dollar américain comme monnaie légale du pays. Mais son parti ne contrôle qu'environ le quart des sièges dans chaque chambre du Congrès, ce qui rend difficile l'adoption d'une loi.

## UNE VAGUE D'ÉLECTIONS AUX QUATRE COINS DE LA PLANÈTE

### Le cycle électoral de 2024 annonce-t-il d'importants changements?

Rares sont les élections de 2024 qui seront probablement aussi cruciales que celles décrites ci-dessus. Après tout, de nombreux pays ont déjà mis en place des programmes de réformes de grande envergure, et la plupart des banques centrales sont maintenant indépendantes et ont démontré leur utilité en prenant des mesures radicales pour réduire l'inflation. Néanmoins, l'issue des élections de cette année aura des répercussions cruciales sur les programmes de réformes en cours, la stabilité économique et les relations internationales, selon nous.

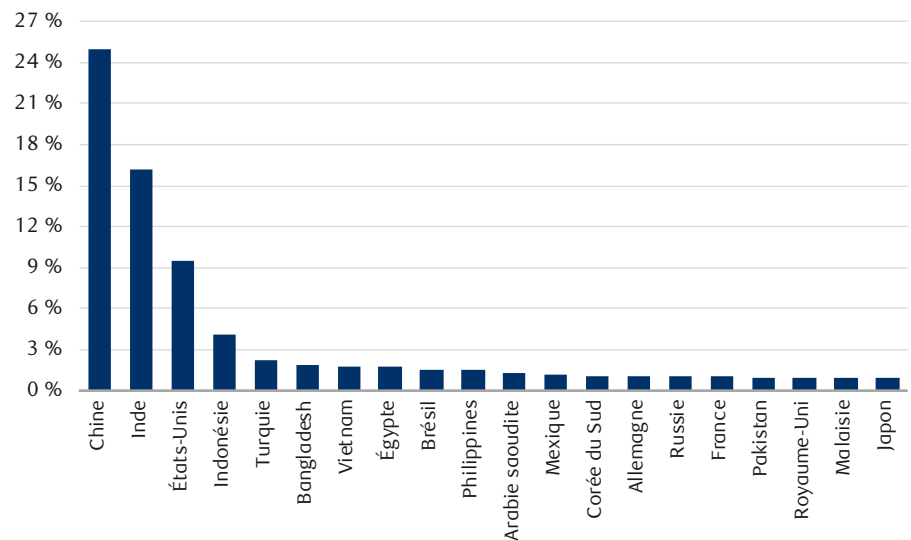
### À surveiller

#### Marchés émergents

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les économies émergentes généreront plus de 60 % de la croissance du PIB mondial au cours des cinq prochaines années. Nous croyons donc qu'il est plus important que jamais de comprendre comment certaines élections de cette année peuvent influencer sur les perspectives des économies émergentes.

### La Chine et l'Inde devraient être les principaux moteurs de croissance du PIB au cours des cinq prochaines années

Part de la croissance du PIB mondial de 2023 à 2028



Remarque : Selon les prévisions du FMI de 2023 à 2028

Sources : Fonds monétaire international (FMI), *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2023; Macrobond, RBC Gestion mondiale d'actifs

De nombreux pays, comme l'Indonésie et l'Inde, ont assez récemment adopté des réformes, mais nous pensons qu'ils ont encore beaucoup à faire. À notre avis, la question de savoir si les gouvernements élus resteront engagés dans de tels efforts déterminera probablement si ces pays peuvent maintenir une trajectoire de croissance.

Pour certains pays, comme le Pakistan et le Sri Lanka, qui ont récemment signé des ententes de financement avec le FMI, nous croyons que le maintien de l'orthodoxie économique est essentiel pour favoriser la stabilité économique.

Enfin, les résultats électoraux à Taïwan, au Bangladesh, au Mexique et au Venezuela auront des conséquences sur les relations internationales.

## UNE VAGUE D'ÉLECTIONS AUX QUATRE COINS DE LA PLANÈTE

Ci-dessous, nous nous concentrons sur deux pays, l'Inde, en raison de son rôle de plus en plus déterminant dans l'économie mondiale, et l'Afrique du Sud, car le Congrès national africain au pouvoir pourrait perdre sa majorité, ce qui pourrait provoquer des remous sur les marchés financiers.

### **Inde – Restera-t-elle la favorite des investisseurs dans les marchés émergents?**

L'Inde devrait être le deuxième plus grand contributeur à la croissance économique mondiale au cours des cinq prochaines années, après la Chine, et elle a graduellement ouvert son économie aux investisseurs étrangers. Par ailleurs, les obligations d'État indiennes ont récemment été intégrées à l'indice des obligations mondiales diversifiées des marchés émergents, un indice de référence clé.

*Polina Kurdyavko, chef de RBC BlueBay Emerging Markets, attribue le nouveau rôle de l'Inde dans l'économie mondiale à plusieurs facteurs :*

- *La neutralité relative du pays dans un contexte de conflits mondiaux; l'Inde est membre du groupe BRICS (avec le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud) et du Dialogue quadrilatéral sur la sécurité mené par les États-Unis, communément appelé le « Quad », avec le Japon et l'Australie.*
- *Sa stabilité politique relative.*
- *La proximité avec le Moyen-Orient et l'amélioration des relations avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte ont contribué à faire de l'Inde une nouvelle puissance régionale.*
- *Des niveaux élevés d'emploi, 70 % de la population travaille et les coûts de main-d'œuvre sont maintenant inférieurs à ceux de la Chine. L'Inde peut ainsi offrir des solutions aux pays aux prises avec de récentes pénuries de main-d'œuvre en augmentant sa capacité manufacturière, en atténuant les goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement et en comblant les pénuries de main-d'œuvre.*

Entre avril et juin, jusqu'à 945 millions d'électeurs indiens admissibles se rendront aux urnes dans le cadre du plus grand événement démocratique de l'histoire. Le gouvernement central sera formé par le ou les partis qui obtiendront la majorité à la Chambre basse du parlement de 543 sièges (Lok Sabha). L'élection semble susceptible d'assurer la continuité de la direction du pays.

Selon Morning Consult, une société de recherche sur les marchés, le premier ministre Narendra Modi a obtenu une note d'approbation de 77 %, soit le niveau le plus élevé de tout dirigeant élu démocratiquement dans le monde, même s'il a déjà rempli deux mandats.

Le parcours modeste et la feuille de route économique de Modi sont attrayants pour l'électorat. Son gouvernement a supervisé un vaste programme de réforme de l'offre qui comprenait :

- Un large programme de recapitalisation des banques et un nouveau code de faillite (dans le premier mandat de Modi).
- Des réformes de la main-d'œuvre et un nouveau système d'identification numérique qui a permis les paiements numériques et les plateformes de gestion de données (dans son deuxième mandat). Ces initiatives ont donné à la plupart des Indiens un accès à des services publics et facilité la réception de transferts de fonds publics populaires.

---

## UNE VAGUE D'ÉLECTIONS AUX QUATRE COINS DE LA PLANÈTE

Soutenue par les réformes, l'économie indienne a progressé à un rythme enviable de près de 6 % par année en moyenne au cours de ses mandats. De même, le marché boursier a progressé de plus de 200 % depuis son élection en 2014.

Selon nous, d'autres réformes structurelles graduelles sont nécessaires pour que l'Inde maintienne son élan économique. La création d'emplois demeure faible, et un pourcentage important de la population est sous-employé. Les niveaux de scolarité demeurent inadéquats pour une puissance économique en devenir.

Nous croyons qu'il est important qu'un gouvernement stable avec une majorité parlementaire fonctionnelle émerge de l'élection, qu'il s'agisse d'une majorité d'un seul parti ou d'une solide coalition. Ce résultat augmenterait les chances que les réformes soient confrontées à peu d'obstacles dans le Lok Sabha, qu'elles soient mises en œuvre efficacement et qu'elles entraînent une croissance économique vigoureuse au cours des prochaines années. Autrement, nous pensons que la confiance des investisseurs étrangers pourrait être ébranlée et entraîner des sorties de capitaux.

### ***Afrique du Sud – Un terrain incertain***

À l'approche des élections générales en mai, l'Afrique du Sud est confrontée à de nombreux défis, et nous croyons que le résultat pourrait engendrer d'autres perturbations. En particulier, comme l'écart entre les obligations d'État à 10 ans d'Afrique du Sud et les obligations du Trésor américain a atteint un sommet inégalé en 20 ans en 2023, nous surveillons de près cette élection. Selon nous, un résultat qui entraîne l'abandon de la rectitude budgétaire et monétaire pourrait perturber les marchés financiers.

Après une crise énergétique paralysante, le Congrès national africain au pouvoir sous la présidence de Cyril Ramaphosa pourrait perdre sa majorité pour la première fois en 27 ans. En 2023, le service d'électricité détenu par l'État a été incapable de fournir près de la moitié de sa capacité de production potentielle aux consommateurs, provoquant des pannes d'électricité qui continuent d'accabler le pays.

Si le Congrès national africain forme une coalition avec le parti de gauche Combattants pour la liberté économique, il pourrait exercer des pressions sur la Banque de réserve sud-africaine, l'une des rares banques centrales non indépendantes, pour qu'elle abandonne sa lutte acharnée contre l'inflation. De plus, nous sommes d'avis qu'il est moins probable que des mesures d'assainissement budgétaire grandement nécessaires visant à contenir les déficits budgétaires soient mises en œuvre. Compte tenu de la politique monétaire et budgétaire expansionniste, les préoccupations concernant les risques liés à la dette souveraine nationale, déjà élevées, pourraient s'accroître et les écarts de taux pourraient s'élargir davantage, provoquant des inquiétudes sur les marchés financiers.

Le niveau d'endettement de l'Afrique du Sud est passé de moins de 30 % du PIB avant la crise financière mondiale à 70 % dernièrement. Ce niveau est encore plus élevé si l'on tient compte des sociétés d'État.

Le tableau de l'annexe présente d'autres élections importantes qui auront lieu dans les économies émergentes en 2024.

### **Marchés développés**

Parmi les économies développées (à l'exception des États-Unis), les élections générales au Royaume-Uni et parlementaires en Europe devraient retenir l'attention. Après avoir frôlé le populisme et le nationalisme depuis le référendum sur le Brexit, nous croyons que le Royaume-Uni semble prêt à adopter un gouvernement plus centriste.

---

## UNE VAGUE D'ÉLECTIONS AUX QUATRE COINS DE LA PLANÈTE

### **Royaume-Uni – Des vents de changement?**

Au Royaume-Uni, les sondages indiquent nettement qu'un gouvernement travailliste devrait prendre le pouvoir, le parti ayant obtenu une avance de 20 % sur les conservateurs depuis plus d'un an.

Le dirigeant travailliste sir Keir Starmer a fait grand cas de sa volonté de ramener l'économie britannique sur la voie de la croissance. Toutefois, comme les politiques budgétaires et monétaires sont serrées, tout nouveau gouvernement aura peu de marge de manœuvre, selon nous, étant donné que le déficit du Royaume-Uni représente plus de 5 % du PIB et que la Banque d'Angleterre poursuit sa lutte contre l'inflation. S'il est élu, M. Starmer pourrait aborder la question de la relation avec l'UE, qui demeure le principal partenaire commercial du pays.

Au cours des derniers mois, l'UE s'est montrée disposée à s'engager avec le Royaume-Uni d'une manière plus souple, c'est-à-dire sans exiger des discussions concernant la réintégration du marché unique ou de l'Union douanière de l'UE. En juillet 2023, conscients que le contexte géopolitique s'était considérablement assombri au cours des dernières années, les dirigeants de l'UE ont soulevé l'idée d'une collaboration formelle sur les enjeux mondiaux avec son ancien membre.

En tant qu'ingénieur du Brexit, le gouvernement conservateur a refusé cette offre. Mais un gouvernement travailliste pourrait être plus ouvert à une collaboration accrue dans des domaines d'intérêt mutuel. Par exemple, des accords comme celui sur la liberté de mouvement entre le Royaume-Uni et l'Union européenne pourraient être une bénédiction pour l'économie et le marché boursier britanniques en difficulté, qui ont subi d'importantes sorties de capitaux depuis le référendum sur le Brexit.

### **Élections au Parlement européen – Voix de droite radicale et populistes anti-pouvoir plus fortes**

Sur trois jours à compter du 6 juin, 450 millions d'Européens éliront 750 représentants pour le prochain Parlement du bloc. Le rôle principal du Parlement européen est d'examiner les budgets et les propositions juridiques de la Commission européenne à Bruxelles.

Les enjeux sont le soutien de Bruxelles à l'Ukraine, les mesures ambitieuses du bloc pour lutter contre les changements climatiques (y compris les cibles de réduction des émissions de carbone) et l'immigration. La portée de la participation de Bruxelles aux politiques économiques, budgétaires et réglementaires nationales est également en jeu.

Le Conseil européen des relations étrangères, groupe de réflexion, laisse entendre qu'un Parlement européen plus populiste et à droite devrait émerger des élections, d'après les récents sondages et sa propre évaluation des coalitions potentielles. Un tel résultat pourrait entraver l'adoption de la législation nécessaire à la mise en œuvre de la prochaine phase du Pacte vert pour l'Europe et mener à une ligne dure en matière de migration, tandis que le soutien à l'Ukraine et à l'élargissement de l'UE pourrait diminuer avec le temps. Dans l'ensemble, ce scénario pourrait amplifier les dissensions au sein du bloc.

Un Parlement européen à droite influencerait également sur la politique intérieure des gouvernements nationaux. Par exemple, si les citoyens d'un pays donné devaient voter aux élections du Parlement européen pour un parti qui n'appuie pas le programme du Pacte vert, nous pensons que cette situation aurait fort probablement une incidence sur la position du gouvernement lors de la formulation de ses propres politiques nationales sur la réduction des émissions de carbone.

Par ailleurs, le résultat de l'élection américaine aura aussi une incidence sur les politiques, l'économie et les secteurs du bloc. S'il revient à la Maison-Blanche, M. Trump prévoit imposer un tarif douanier général d'au

---

## UNE VAGUE D'ÉLECTIONS AUX QUATRE COINS DE LA PLANÈTE

moins 10 % sur tous les biens importés, ainsi que des mesures de rétorsion contre les taxes européennes sur les services numériques qui ciblent de grandes sociétés technologiques aux États-Unis. Cela signifierait également que l'allié de l'Europe serait moins engagé. Certains dirigeants européens, comme le président français Emmanuel Macron, pourraient se faire davantage entendre afin que le continent dépende moins des États-Unis pour sa défense. Toutefois, la montée des partis populistes et anti-pouvoir, dont certains sont plus sympathiques à la Russie, rendrait cet objectif plus difficile à atteindre, selon nous.

### En bref

Selon nous, les résultats des élections de cette année façonneront le paysage économique de plusieurs pays. Lorsque de nouveaux gouvernements mettent en péril les programmes de réforme, la volatilité des marchés financiers peut augmenter. Les pays où les électeurs appuient les réformes pourraient être en mesure de poursuivre leur croissance. Ailleurs, les voix anti-pouvoir qui ont plus de portée pourraient rendre plus difficiles l'établissement et la mise en œuvre de politiques efficaces.

Dans l'ensemble, nous croyons que la rupture de l'ordre mondial d'après la Guerre froide devrait se poursuivre. À notre avis, le résultat de l'élection américaine sera également important et pourrait modifier considérablement les perspectives de nombreux pays. Ce facteur externe décidera de beaucoup de choses.



## Annexe : Principales élections dans les marchés émergents en 2024

|                       |                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-----------------------|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Bangladesh</b>     |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Le virage du gouvernement vers l'autocratie met à rude épreuve les relations avec l'UE et les États-Unis, qui sont les principaux marchés d'exportation du pays.</li> <li>Des sanctions visant le secteur clé des exportations de textiles demeurent probables et pourraient pousser le pays vers l'orbite de la Chine.</li> <li><b>Résultat</b> : Le premier ministre Sheikh Hasina a obtenu un quatrième mandat quinquennal d'affilée.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Date de l'élection :  | 7 janvier                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Parlementaire                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Relations internationales        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Taïwan</b>         |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Les relations de l'île avec les États-Unis et la Chine sont des enjeux clés.</li> <li><b>Résultat</b> : Le candidat pro-indépendance William Lai a été élu président, mais son Parti démocrate progressiste n'a pas réussi à obtenir la majorité des sièges à l'assemblée législative.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Date de l'élection :  | 13 janvier                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Présidentielle                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Relations internationales        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Pakistan</b>       |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Les modalités d'un nouveau prêt à long terme du FMI nécessiteront probablement des politiques monétaires et budgétaires restrictives.</li> <li><b>Résultat</b> : Après des résultats non concluants et des accusations de trucage des votes sur fond de crise économique profonde, deux grands partis politiques formeront une coalition. L'accord entre le Parti du peuple (PPP) et la Ligue musulmane du Pakistan de Nawaz (PML-N) aura pour effet d'exclure le parti Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), qui a obtenu plus de votes que l'un ou l'autre des partis de coalition sans toutefois réussir à obtenir une majorité. Une orientation vers la Chine est possible.</li> </ul>                                                                      |
| Date de l'élection :  | 8 février                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Générale                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Stabilité économique             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Indonésie</b>      |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>L'élection a servi en partie à un référendum sur la poursuite des politiques économiques de l'ancien président Joko Widodo (Jokowi), qui ont permis de faire augmenter le PIB du pays de plus de 40 % pendant son mandat.</li> <li><b>Résultat</b> : Prabowo Subianto, ministre de la Défense de Jokowi et ancien officier militaire, a remporté la victoire aux côtés de Giban Rakabuming Raka, le fils de Jokowi. Malgré les promesses de maintien des mesures économiques mises en place par Jokowi, il reste à voir si Subianto y donnera suite. Son gouvernement pourrait maintenir l'approche de Jokowi, qui consiste à équilibrer les relations en faveur de la Chine sur le plan économique et des États-Unis sur le plan stratégique.</li> </ul> |
| Date de l'élection :  | 14 février                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Présidentielle et parlementaire  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Réformes                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Corée du Sud</b>   |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Les réformes du marché du travail et du secteur des services pourraient stimuler l'économie en difficulté.</li> <li>Une récente tentative d'assassinat contre le chef de l'opposition du Parti démocrate pourrait mener à un vote de sympathie qui aiderait ce parti à préserver sa majorité parlementaire et lui permettrait de bloquer le programme politique du président Yoon Suk Yeol, qui est axé sur le ralentissement de la croissance et la crise du coût de la vie. Le pays devrait tenir des élections présidentielles en 2027.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                     |
| Date de l'élection :  | 10 avril                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Parlementaire                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Réformes                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Inde</b>           |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>D'autres réformes économiques pourraient libérer le potentiel de croissance du pays.</li> <li>Le premier ministre Narendra Modi et son parti nationaliste hindou de droite, le Bharatiya Janata Party (BJP), sont en tête dans les récents sondages. Une victoire électorale leur permettrait de poursuivre les initiatives politiques des deux derniers mandats.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Date de l'élection :  | Avril à juin                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Générale                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Réformes                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Afrique du Sud</b> |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Le gouvernement impopulaire en place risque de perdre sa majorité.</li> <li>Comme la banque centrale du pays n'est pas indépendante, une coalition éventuelle avec un parti de gauche entraînerait probablement un assouplissement de la politique monétaire, tandis que la consolidation budgétaire pourrait être difficile à réaliser. Cela pourrait aggraver les problèmes de dette de l'État.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Date de l'élection :  | 24 mai                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Générale                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Stabilité économique et réformes |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mexique</b>        |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Les relations bilatérales avec les États-Unis sont un enjeu important, surtout depuis que le Mexique est devenu le principal partenaire commercial des États-Unis en 2023. L'évolution de cette relation dépendra également du résultat des élections américaines.</li> <li>Claudia Sheinbaum, ancienne mairesse de Mexico et protégée du président Andrés Manuel López Obrador, est l'une des principales candidates à la présidence.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Date de l'élection :  | 2 juin                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Générale                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Relations internationales        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Sri Lanka</b>      |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Après l'effondrement du gouvernement précédent, le pays a conclu avec le FMI une entente fondée sur l'orthodoxie économique qui comprenait d'importantes hausses d'impôt. La question est de savoir si un nouveau gouvernement continuera de respecter ces conditions.</li> <li>Le président Ranil Wickremesinghe semble déterminé à respecter le plan, mais certains changements à la politique budgétaire pourraient être inévitables avant les élections.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Date de l'élection :  | Avant septembre                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Présidentielle                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Stabilité économique             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Venezuela</b>      |                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>L'incertitude est grande, car les principaux candidats, y compris María Corina Machado, chef de l'opposition et législatrice, ont été empêchés de se présenter.</li> <li>Le gouvernement sortant de Maduro a accepté de tenir des élections libres à la fin de 2024 en échange de la levée des sanctions contre le secteur pétrolier du pays par les États-Unis. Le déroulement et le moment de cette élection pourraient avoir une incidence sur la question de savoir si les États-Unis continuent d'appliquer des sanctions.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                |
| Date de l'élection :  | Inconnu                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Type :                | Présidentielle                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enjeu :               | Relations internationales        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

Remarque : il y a aussi des élections présidentielles en Russie, au Mozambique, en Tunisie et au Sri Lanka, des élections parlementaires et présidentielles en Roumanie, ainsi que des élections générales au Ghana

Sources : Foreign Policy, commissions électorales nationales

## Ressources pour les recherches

Le présent document est produit par le Comité des Services-conseils en gestion mondiale de portefeuille qui fait partie du groupe Services-conseils en gestion de portefeuille de RBC Gestion de patrimoine. Le groupe Services-conseils en gestion de portefeuille de RBC Gestion de patrimoine offre un soutien en matière de répartition de l'actif et d'élaboration de portefeuilles aux conseillers en placement et aux conseillers financiers de l'entreprise qui créent des portefeuilles comprenant des titres négociables.

Le Comité des Services-conseils en gestion mondiale de portefeuille se fonde sur les perspectives générales du marché établies par le Comité des stratégies de placement

RBC (CSPR) pour assurer un soutien tactique et thématique supplémentaire au moyen des recherches effectuées par le CSPR, RBC Marchés des Capitaux et des tiers.

Le CSPR est composé de professionnels des placements des échelons supérieurs, qui proviennent d'unités opérationnelles du secteur détail de RBC, notamment le groupe Services-conseils en gestion de portefeuille. Il élabore des perspectives générales pour les placements mondiaux et établit des lignes directrices pouvant servir à la gestion de portefeuilles. Le CSPR est présidé par Daniel Chornous, CFA, chef des placements, RBC Gestion mondiale d'actifs Inc.

---

### Membres du Comité des Services-conseils en gestion mondiale de portefeuille

**Jim Allworth** – coprésident  
stratégiste, Placements, RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

**Kelly Bogdanova** – coprésidente  
analyste de portefeuille, Services-conseils en gestion de portefeuille – États-Unis, RBC Gestion de patrimoine, RB CCapital Markets, LLC

**Frédérique Carrier** – coprésidente  
première directrice générale et chef, Stratégies de placement, RBC Europe Limited

**Mark Bayko, CFA** – chef, Gestion de portefeuille, RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

**Rufaro Chiriseri, CFA** – chef, Titres à revenu fixe, îles Britanniques, RBC Europe Limited

**Janet Engels** – chef, Services-conseils en gestion de portefeuille – États-Unis, RBC Gestion de patrimoine, RBC Capital Markets, LLC

**Thomas Garretson, CFA** – premier stratéjiste, Portefeuille de titres à revenu fixe, Services-conseils en gestion de portefeuille, RBC Gestion de patrimoine, RBC Capital Markets, LLC

**Patrick McAllister, CFA** – directeur, Services-conseils sur actions et gestion de portefeuille, Services-conseils en gestion de portefeuille, RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

**Alan Robinson** – premier conseiller en gestion de portefeuille, Services-conseils en gestion de portefeuille – Actions américaines, RBC Gestion de patrimoine, RBC Capital Markets, LLC

**Michael Schuette, CFA** – stratéjiste, Portefeuilles d'actifs multiples, Services-conseils en gestion de portefeuille – États-Unis, RBC Gestion de patrimoine, RBC Marchés des Capitaux, LLC

**David Storm, CFA, CAIA** – chef des placements, îles Britanniques et Asie, RBC Europe Limited

**Yuh Harn Tan** – chef, Gestion de portefeuille discrétionnaire et solutions clientèle ultrafortunée, Banque Royale du Canada, succursale de Singapour

**Joseph Wu, CFA** – gestionnaire de portefeuille, Stratéjie d'actifs multiples, RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

# Déclarations obligatoires

## Certification des analystes

Tous les avis exprimés dans le présent rapport reflètent exactement les avis personnels du ou des analystes responsables sur tout titre ou émetteur mentionné. Aucune partie de la rémunération du ou des analystes responsables nommés dans le présent rapport n'est, directement ou indirectement, assujettie à des recommandations ou à des avis particuliers exprimés dans ce rapport par le ou les analystes responsables.

## Déclarations importantes

Aux États-Unis, RBC Gestion de patrimoine exerce ses activités en tant que division de RBC Capital Markets, LLC. Au Canada, RBC Gestion de patrimoine comprend notamment RBC Dominion valeurs mobilières Inc., une société étrangère affiliée de RBC Marchés des Capitaux. Le présent rapport a été préparé par RBC Marchés des Capitaux, qui est une filiale indirecte en propriété exclusive de Banque Royale du Canada et, à ce titre, un émetteur relié à Banque Royale du Canada.

## Déclaration sur les analystes qui ne sont pas américains

Parmi les analystes en recherche qui ont participé à la rédaction du présent rapport, il est possible que certaines personnes i) ne soient pas inscrites ni qualifiées en tant qu'analystes en recherche auprès de la NYSE ou de la FINRA, et ii) ne soient pas associées à RBC Gestion de patrimoine et, par conséquent, ne soient pas assujetties au règlement 2241 de la FINRA régissant les communications avec les entreprises visées, les apparitions publiques et les opérations sur valeurs mobilières dans les comptes des analystes en recherche.

Si le présent rapport couvre six sociétés ou plus, RBC Gestion de patrimoine peut choisir de formuler les déclarations importantes sous forme de renvoi. Pour accéder aux déclarations courantes, les clients doivent se rendre à l'adresse <https://www.rbccm.com/GLDisclosure/PublicWeb/DisclosureLookup.aspx?EntityID=2>, où se trouvent les renseignements concernant RBC Gestion de patrimoine et ses sociétés affiliées. Ces renseignements peuvent également être obtenus sur demande à RBC Wealth Management Publishing, 250 Nicollet Mall, Suite 1800, Minneapolis, MN 55401-1931.

## Distribution des notations de RBC Marchés des Capitaux

Aux fins des distributions de notations, les dispositions réglementaires obligent les sociétés membres à attribuer à toutes les actions évaluées l'une des trois notations suivantes : Achat, Conservation/Neutre ou Vente sans égard aux cotes utilisées par les sociétés. Même si les notations Rendement supérieur, Rendement secteur et Rendement inférieur de RBC Marchés des Capitaux correspondent étroitement à Achat, Conservation/Neutre et Vente, respectivement, leur sens n'est pas le même, car les notations de RBC Marchés des Capitaux sont déterminées sur une base relative.

## Distribution des notations – Recherche sur actions, RBC Marchés des Capitaux

Au 31 décembre 2023

| Notation                              | Nombre | Pourcentage | Services de banque d'investissement fournis au cours des 12 derniers mois |             |
|---------------------------------------|--------|-------------|---------------------------------------------------------------------------|-------------|
|                                       |        |             | Nombre                                                                    | Pourcentage |
| Achat<br>[Rendement supérieur]        | 829    | 57,17       | 253                                                                       | 30,52       |
| Conservation<br>[Rendement sectoriel] | 575    | 39,66       | 154                                                                       | 26,78       |
| Vente<br>[Rendement inférieur]        | 46     | 3,17        | 6                                                                         | 13,04       |

## Explication du système de notation des actions de RBC Marchés des Capitaux

Le secteur d'un analyste est l'ensemble des sociétés qui entrent dans sa recherche de titres. Par conséquent, la notation attribuée par l'analyste à une action particulière représente exclusivement son opinion concernant le rendement de cette action dans les 12 prochains mois relativement à la moyenne de son secteur.

**Rendement supérieur (O)** : On prévoit que les titres de cette catégorie dégageront un rendement de beaucoup supérieur à celui du secteur dans son ensemble sur 12 mois. **Rendement secteur (SP)** : On prévoit que les titres de cette catégorie dégageront un rendement comparable à celui du secteur dans son ensemble sur 12 mois. **Rendement inférieur (U)** : On prévoit que les titres de cette catégorie dégageront un rendement de beaucoup inférieur à celui du secteur dans son ensemble sur 12 mois. **Restriction (R)** : La politique de RBC interdit certains types de communications, dont une recommandation de placement, quand RBC agit à titre de conseiller lors de certaines fusions ou autres transactions stratégiques et dans certaines autres circonstances. **Non coté (NR)** : Les cotes, cours cibles et estimations ont été supprimés en raison de contraintes juridiques, réglementaires ou de politique générale applicables, pouvant comprendre le fait que RBC Marchés des Capitaux agit en qualité de conseiller auprès de la société.

**Évaluation du risque** : La cote de « Risque spéculatif » traduit un faible niveau de prévisibilité concernant les finances ou l'exploitation, des volumes de négociation d'actions peu liquides, une importante dette inscrite au bilan ou des antécédents d'exploitation limités ayant entraîné des prévisions accrues d'instabilité au chapitre des finances ou du cours de l'action.

## Valorisation et risques liés à la cible fixée pour la notation et le cours

Quand RBC Marchés des Capitaux affecte une valeur à une société dans un rapport de recherche, les règles de la FINRA et de la NYSE (telles que présentées dans le manuel des règles de la FINRA) exigent que les fondements de la valorisation et les obstacles à l'obtention de cette valorisation soient décrits. Le cas échéant, cette information est incluse dans le texte de notre recherche, dans les sections intitulées « Valorisation » et « Risques liés à la cible fixée pour la notation et le cours », respectivement.

Les analystes responsables du présent rapport de recherche ont reçu (ou recevront) une rémunération fondée en partie sur les revenus de RBC Marchés des Capitaux et ses sociétés affiliées, dont une portion est générée par les activités bancaires d'investissement de RBC Marchés des Capitaux et ses sociétés affiliées.

### Autres déclarations

Rédaction avec l'aide de nos ressources de recherche nationales. RBC Gestion de patrimoine a rédigé le présent rapport et assume l'entière responsabilité de son contenu et de sa distribution. Il est possible que le contenu se fonde, au moins en partie, sur des éléments provenant de notre fournisseur de services de recherche correspondant. Notre fournisseur correspondant a donné à RBC Gestion de patrimoine une autorisation générale pour l'utilisation de ses rapports de recherche comme source d'information, mais n'a pas examiné ni approuvé le présent rapport et n'a pas été informé de sa publication. Notre fournisseur correspondant peut, de temps à autre, avoir une position acheteur ou vendeur, effectuer des opérations et agir comme teneur de marché pour les titres mentionnés dans le présent rapport. Notre fournisseur correspondant peut, de temps à autre, fournir des services de banque d'investissement ou d'autres services à toute entreprise mentionnée dans le présent rapport, ou faire de la sollicitation pour des services de banque d'investissement ou d'autres services auprès de ces entreprises.

RBC Gestion de patrimoine s'efforce de fournir ses rapports de recherche simultanément à tous les clients admissibles, compte tenu des divers fuseaux horaires dans les territoires outre-mer. Dans certains comptes de services-conseils en placements, RBC Gestion de patrimoine ou un tiers désigné agira en tant que chargé de la gestion de portefeuille par superposition pour nos clients et effectuera dans ces comptes des opérations sur les titres mentionnés dans le présent rapport après réception de celui-ci. Ces opérations peuvent être effectuées avant ou après la réception du présent rapport et peuvent avoir une incidence à court terme sur le cours du titre visé par ces opérations. La recherche préparée par RBC Gestion de patrimoine est affichée sur ses propres sites Web afin que les clients admissibles reçoivent rapidement les renseignements sur les nouveaux titres suivis et les changements de notations, de cibles et d'opinions. Le personnel de vente peut également diffuser de la recherche par courriel, télécopieur ou courrier. Les clients peuvent aussi recevoir notre recherche de fournisseurs. Pour de plus amples renseignements sur la recherche de RBC Gestion de patrimoine, veuillez communiquer avec votre conseiller financier de RBC Gestion de patrimoine.

**Déclarations sur les conflits d'intérêts :** RBC Gestion de patrimoine est inscrite auprès de la Securities and Exchange Commission (la « SEC ») à titre de courtier en valeurs mobilières et de conseiller en placement, offrant à la fois des services de courtage et de consultation en placement. La politique de RBC Gestion de patrimoine pour la gestion des conflits d'intérêts relativement à la recherche en investissement peut être obtenue sur notre site Web à <https://www.rbccm.com/GLDisclosure/PublicWeb/DisclosureLookup.aspx?EntityID=2>. Les conflits d'intérêts liés à nos activités de consultation en placement se trouvent dans la partie 2A de l'Annexe 1 de la formule ADV de

la société ou dans le document d'information des programmes de services-conseils de RBC. Des copies de ces documents sont disponibles sur demande auprès de votre conseiller financier. Nous nous réservons le droit de modifier la présente politique, la partie 2A de l'Annexe 1 de la formule ADV de la société ou le document d'information des programmes de services-conseils de RBC, ou d'y ajouter des éléments, en tout temps.

Les auteurs du présent rapport sont des employés de l'une des entités suivantes : RBC Gestion de patrimoine – États-Unis, division de RBC Capital Markets, LLC, courtier en valeurs mobilières dont les bureaux principaux sont situés au Minnesota et à New York (États-Unis); RBC Dominion valeurs mobilières Inc., courtier en valeurs mobilières ayant son siège social à Toronto (Canada); succursale de Hong Kong de Banque Royale du Canada, laquelle est réglementée par l'autorité monétaire de Hong Kong et la Securities and Futures Commission (« SFC »); succursale de Singapour de Banque Royale du Canada, banque de gros enregistrée ayant son siège social à Singapour; et RBC Europe Limited, banque enregistrée ayant son siège social à Londres, au Royaume-Uni.

### Avertissements relatifs aux tiers

La classification industrielle mondiale standard (GICS) est une création et une marque de service en propriété exclusive de MSCI Inc. (MSCI) et de Standard & Poor's Financial Services LLC (S&P) et est utilisée sous licence par RBC. Ni MSCI, ni S&P, ni aucun tiers ayant joué un rôle dans la création ou la compilation de la GICS ou de tout classement de la GICS ne font de déclarations explicites ou implicites à l'égard de ces normes ou classements (ou à celui des résultats auxquels leur utilisation peut conduire); ces personnes déclinent expressément toute responsabilité touchant l'originalité, l'exactitude, l'intégralité ou la qualité marchande desdites données, ou leur adaptation à une fin particulière. Sans limiter d'aucune façon la portée de ce qui précède, ni MSCI, ni S&P, ni aucune de leurs sociétés affiliées, ni aucun tiers ayant participé à la création ou à la compilation de la GICS ou de tout classement de la GICS ne peuvent être tenus responsables de dommages directs, indirects, particuliers, punitifs, actuels ou éventuels, ou autres (y compris tout manque à gagner), même si la possibilité qu'ils se présentent leur avait été signalée.

### Déni de responsabilité

Les renseignements contenus dans le présent rapport ont été préparés par RBC Gestion de patrimoine, une division de RBC Capital Markets, LLC, à partir de sources que nous jugeons dignes de foi. Toutefois, aucune déclaration ni garantie, expresse ou implicite, n'est faite par la Banque Royale du Canada, par RBC Gestion de patrimoine, par ses sociétés affiliées ou par toute autre personne quant à leur exactitude ou à leur intégralité. Les opinions et les estimations contenues dans le présent rapport représentent le jugement de RBC Gestion de patrimoine en date des présentes, sont susceptibles de changer sans avis et sont fournies de bonne foi, mais n'impliquent aucune responsabilité légale. Le rendement antérieur n'est pas une indication du rendement futur, le rendement futur n'est pas garanti, et le capital initial peut diminuer. Chaque province du Canada, État des États-Unis et la plupart des pays du monde ont leurs propres lois régissant les types de valeurs mobilières et autres produits de placement qui peuvent être offerts par leurs résidents, ainsi que le processus pour ce faire. Par conséquent, les valeurs faisant l'objet du présent rapport peuvent ne pas être vendues dans certains territoires. Le présent rapport ne constitue pas une sollicitation de la part de toute personne ou de toute société d'agir, dans tout pays, province ou territoire, comme un courtier en valeurs mobilières si la personne ou la société n'est pas habilitée par la loi à agir comme courtier en valeurs mobilières dans ledit pays, ladite province ou ledit territoire, et ne doit pas être interprété comme tel. Nulle disposition dans le présent document ne constitue un conseil juridique, comptable ou fiscal ni un conseil en placement adapté individuellement. Le présent document a été préparé pour diffusion générale aux clients, y compris les clients qui sont des sociétés affiliées de la Banque Royale du Canada, et ne tient pas compte de la situation ou des besoins particuliers de la personne qui le lit. Les placements ou les services contenus dans le

présent rapport peuvent ne pas être appropriés pour vous et nous vous recommandons de consulter un conseiller en placement indépendant si vous n'êtes pas certain si de tels placements ou de tels services conviennent à votre situation particulière. Jusqu'aux limites permises par la loi, ni la Banque Royale du Canada, ni ses sociétés affiliées, ni toute autre personne n'acceptent en aucun cas la responsabilité de toute perte directe, indirecte ou conséquentielle découlant de toute utilisation du présent rapport ou des données qui y sont contenues ou liée à toute utilisation du présent rapport ou des données qui y sont contenues. Le présent rapport ne peut être reproduit ou copié de quelque manière que ce soit sans le consentement écrit préalable de la Banque Royale du Canada, obtenu avant chaque reproduction ou copie. Aux États-Unis, RBC Gestion de patrimoine exerce ses activités en tant que division de RBC Capital Markets, LLC. Au Canada, RBC Gestion de patrimoine comprend notamment RBC Dominion valeurs mobilières Inc., une société étrangère affiliée de RBC Capital Markets, LLC. Le présent rapport a été préparé par RBC Capital Markets, LLC. Renseignements additionnels disponibles sur demande.

**Aux résidents des États-Unis :** La présente publication a été approuvée par RBC Capital Markets, LLC (membre de la NYSE, de la FINRA et de la SIPC), courtier en valeurs mobilières accrédité aux États-Unis, qui en accepte la responsabilité ainsi que celle de sa diffusion aux États-Unis. RBC Capital Markets, LLC, est une filiale indirecte en propriété exclusive de la Banque Royale du Canada et, à ce titre, un émetteur relié à celle-ci. Tout destinataire américain du présent rapport qui n'est pas un courtier accrédité ou une banque agissant à titre de courtier accrédité et qui souhaite obtenir plus de renseignements à l'égard de l'un ou l'autre des titres mentionnés dans le présent rapport, ou qui désire effectuer une opération impliquant de tels titres, est encouragé à communiquer avec RBC Capital Markets, LLC. Les placements internationaux comportent des risques qui ne sont habituellement pas associés aux placements américains, notamment la fluctuation des taux de change, l'impôt étranger, l'instabilité politique et les différentes normes comptables.

**Aux résidents du Canada :** La présente publication a été approuvée par RBC Dominion valeurs mobilières Inc. RBC Dominion valeurs mobilières Inc.\* et Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. \* Membre du Fonds canadien de protection des investisseurs. ® Marque déposée de Banque Royale du Canada, utilisée sous licence. RBC Gestion de patrimoine est une marque déposée de Banque Royale du Canada, utilisée sous licence.

**RBC Gestion de patrimoine (îles Britanniques) :** La présente publication est distribuée par RBC Europe Limited et Royal Bank of Canada (Channel Islands) Limited. RBC Europe Limited est réglementée par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority, et autorisée par cette dernière (numéro d'inscription à la FCA : 124543). Bureau inscrit : 100 Bishopsgate, Londres, EC2N 4AA, R.-U. La conduite d'activités d'investissement à Jersey par Royal Bank of Canada (Channel Islands) Limited est réglementée par la Jersey Financial Services Commission. Bureau inscrit : Gaspé House, 66-72 Esplanade, St Helier, Jersey JE2 3QT, îles Anglo-Normandes.

**À l'intention des personnes qui reçoivent cette publication de la succursale de Hong Kong de Banque Royale du Canada :** La présente publication est diffusée à Hong Kong par la succursale de Hong Kong de Banque Royale du Canada, laquelle est réglementée par l'autorité monétaire de Hong Kong et la SFC. Elle ne doit pas être distribuée à Hong Kong aux investisseurs qui ne sont pas des « investisseurs professionnels » au sens de la Securities and Futures Ordinance (chapitre 571 des lois de Hong Kong) et des règles établies en vertu de cette ordonnance. Le présent document a été préparé pour circulation générale et ne tient pas compte des objectifs, de la situation financière ou des besoins d'un quelconque destinataire. Les rendements antérieurs ne sont pas garants des rendements futurs. **AVERTISSEMENT :** Aucun organisme de réglementation de Hong Kong n'a examiné le contenu du présent document. Il est recommandé aux investisseurs de faire preuve de prudence à l'égard du placement. Si vous avez des doutes sur le contenu du présent document, vous devriez demander l'avis d'un conseiller professionnel indépendant.

**À l'intention des personnes qui reçoivent cette publication de la succursale de Singapour de Banque Royale du Canada :** La présente publication est distribuée à Singapour par la succursale de Singapour de Banque Royale du Canada, une entité enregistrée inscrite auprès de l'autorité monétaire de Singapour. Elle ne doit pas être distribuée à Singapour aux investisseurs qui ne sont pas des « investisseurs qualifiés » et des « investisseurs institutionnels », au sens défini dans la *Securities and Futures Act 2001* de Singapour. Le présent document a été préparé pour circulation générale et ne tient pas compte des objectifs, de la situation financière ou des besoins d'un quelconque destinataire. Il vous est conseillé de solliciter l'avis indépendant d'un conseiller financier avant de procéder à l'achat d'un produit. Si vous n'obtenez pas de conseils d'un conseiller indépendant, il vous appartient de juger si le produit convient à votre situation. Les rendements antérieurs ne sont pas garants des rendements futurs. Si vous avez des questions à propos de la présente publication, veuillez communiquer avec la succursale de Singapour de Banque Royale du Canada.

© RBC Capital Markets, LLC, 2024 – Membre de la NYSE, de la FINRA et de la SIPC

© RBC Dominion valeurs mobilières Inc., 2024 – Membre du Fonds canadien de protection des investisseurs

© RBC Europe Limited, 2024

© Banque Royale du Canada, 2024

Tous droits réservés

RBC1524



Gestion  
de patrimoine